

[Texte]

so they can look at the total social program that exists today. You are quite right that it does need to be addressed. But we are here today addressing only Bill C-70, which is not a total program, so I think perhaps we should stay within our parameters.

I do believe you stated what had happened during the last 10 or 12 years, and I did want to re-emphasize that in 1973 the Liberal government did not index family allowances at all; they suspended the indexation in 1976, and of course in 1979 they reduced family allowances by 20%. Then we had six and five, of course, in 1983-84, and you must realize that in that year I think inflation was running at around 13% or 14%. Do not quote me, but it was in that particular area. So at that point in time, people in this particular situation were giving up about a 6% indexation. I do not recall organizations or groups coming forward and really complaining to the Liberal government at that specific point in time. I guess what I mean is that this is really hindsight and hindsight is behind us, and we really cannot change what happened yesterday.

Last year when the Conservative government—and I am a Conservative member—won the election and we received a tremendous mandate, we inherited a system that had a lot more problems, I guess, than a lot of Canadians realized. We did have a debt of around \$200 billion or \$208 billion, along with an annual deficit of \$35 billion to \$37 billion, and to service this debt costs us \$26 billion a year. That is more than Mr. Epp has in his envelope to spend.

So we do have a situation where if we are going to maintain our programs we are certainly going to have to cut back. I do believe the Prime Minister asked each and every portfolio to maintain its level, if not to cut back. He was desperately trying to treat all people equally across Canada, and he did not want to treat one particular region or area unfairly.

You do know there will be a minimum tax on "the wealthy", and whatever wealthy is I am not quite sure. A family earning \$50,000 gross may have six youngsters or twelve youngsters and mortgage payments. This is very difficult even to qualify, so I do not quite know what wealthy is.

• 1700

As of the budget that Mr. Wilson brought down in May, there is a surtax on people who have a taxable income above a certain amount; it will be a surtax of 2.5% this year and 5% next year, so he is getting at perhaps "the wealthy" or the upper group of people.

In regard to what we are dealing with here, and we are dealing with only, is limiting the indexation to that above 3% of the CPI and I do not feel that perhaps that is too much to ask today. I think all of us have to help to address the horrendous debt we have and we all have to work toward getting it down, because it takes \$1 out of every \$3 that the Finance Department collects in revenues—\$1 out of every \$3—just to carry this country, just to service our debt. If we do not cut

[Traduction]

soumettre vos vues au Comité permanent pour qu'il réexamine l'ensemble du programme social. Vous avez entièrement raison de dire qu'il est grand temps de le passer en revue. Cependant, nous sommes ici aujourd'hui pour discuter du projet de loi C-70 qui ne porte pas sur mon programme d'ensemble. Il serait par conséquent je pense préférable de nous limiter à ce sujet de discussion.

Vous avez décrit la situation ces dix ou douze dernières années. Je tiens à signaler encore une fois que le gouvernement libéral n'a pas du tout indexé les allocations familiales en 1973. Il a supprimé l'indexation en 1976 et a même réduit les allocations de 20 p. 100 en 1979. Et comme chacun sait, nous avons eu en 1983-1984 le programme des 6 et 5 p.100. Il ne faut pas oublier que l'inflation s'élevait à quelque 13 ou 14 p. 100 cette année-là. Je ne voudrais pas que vous me citiez, mais il me semble que c'était environ cela. Ceci veut donc dire que l'indexation a fait perdre environ 6 p. 100 aux intéressés. Je ne me souviens pas cependant qu'aucune organisation ou aucun groupe ne soit venue se plaindre au gouvernement libéral à l'époque. C'est toujours, bien sûr, plus facile à dire en rétrospective. Mais ce qui est arrivé est arrivé et on n'y peut rien.

Quand le gouvernement conservateur est arrivé au pouvoir l'année dernière avec une très forte majorité, et je tiens à préciser que je suis moi-même Conservatrice, nous avons hérité de beaucoup plus de problèmes que la majorité des Canadiens ne se l'imaginaient. La dette nationale s'élevait à 200 ou plutôt 208 milliards de dollars et le déficit annuel se situait entre 35 et 37 milliards de dollars. Le service de la dette nous coûte quelques 26 milliards de dollars par année. C'est beaucoup plus que M. Epp n'en a dans son enveloppe.

Cela veut donc dire que si nous voulons maintenir nos programmes, nous allons devoir effectuer des coupures. Le Premier ministre a demandé à tous les ministres de maintenir le niveau de dépenses de leur portefeuille, sinon de le réduire. Son objectif premier est de traiter tout le monde également à travers le Canada et il ne tient absolument pas à ce qu'une région ou un secteur particulier soit traité avec injustice.

Vous savez qu'il y aura un impôt minimal pour les riches, mais je ne sais ce qu'on entend par là. Une famille qui gagne un revenu brut de 50,000\$ peut très bien avoir 6 ou 12 enfants et une hypothèque à payer. C'est assez difficile de définir ce qu'est une personne riche.

Dans son budget déposé au mois de mai, M. Wilson a prévu d'imposer une surtaxe sur les contribuables qui gagnent au-delà d'un certain montant annuel. La surtaxe sera de 2,5 p. 100 cette année et de 5 p. 100 l'année prochaine et vise surtout les mieux nantis ou les gens à plus hauts revenus.

Or, ici il ne s'agit que de restreindre l'indexation au niveau équivalent à 3 p. 100 au-delà de l'indice des prix à la consommation et je ne crois pas que c'est trop demander. Nous devons tous aider à réduire la dette faramineuse qui nous pèse si lourdement et il va falloir nous y atteler. Pour \$3 perçus par le ministère des Finances, il faut en consacrer un simplement au paiement de l'intérêt sur la dette. À moins de couper les dépenses et de dégrossir un peu nos programmes, il va falloir y